

des 230 écoles qu'elle a contribué à fonder : le résultat est étonnant ; que ne ferait-elle pas avec un budget plus considérable ?

C'est sur ce point que nous tenons à attirer l'attention du public ; quel que soit le dévouement de ses adhérents et de ses amis, l'Alliance française a le droit de compter sur des ressources plus importantes que celles dont elle dispose actuellement. Son œuvre touche d'une façon trop profonde aux intérêts de notre pays à l'étranger pour ne pas lui attirer toutes les bonnes volontés. L'Etat lui-même peut lui venir en aide, et non pas tant peut-être par de directes libéralités qu'en s'associant à ses efforts, en travaillant de son côté à la même œuvre, en établissant, pour dire le mot, une véritable armée de l'enseignement à l'étranger. Les instituteurs ne manqueraient pas pour répondre à cet appel ; et tant de jeunes gens, pleins d'ardeur et de dévouement, qui souffrent aujourd'hui de l'encombrement de la carrière, accepteraient avec joie d'aller répandre au loin l'enseignement de la langue française. Cela n'irait point évidemment sans d'assez gros frais, mais ne serait-ce pas là de l'argent bien placé, et, d'autre part, l'Etat ne pourrait-il pas compter sur l'aide de nos commerçants et de nos industriels ? En effet, l'instituteur envoyé à l'étranger peut aisément faire à la fois l'office d'un agent commercial. En même temps que, par son enseignement, il propage les idées françaises et qu'il établit ou resserre les liens qui nous unissent à l'étranger, il peut fournir à notre industrie les renseignements les plus exacts et les plus précieux. Aussi, est-il à espérer que nos chambres de commerce n'hésiteraient pas à apporter leur concours au gouvernement, et à l'aider de leurs subsides dans une œuvre si patriotique et si bienfaisante.

C'est un peu ce que font, en Angleterre, les Missions, avec leur budget annuel de 37 millions, et leur armée de clergymen doublés de maîtres d'écoles, et le plus souvent de marchands ; le bénéfice que le commerce anglais a retiré de cette institution est incalculable. Pourquoi ne ferions-nous pas comme nos voisins ? Dans ce temps où chaque nation lutte pour assurer à son industrie des débouchés certains, où l'Italie, malgré l'état de ses finances, alloue des sommes relativement énormes à la Propagande, où l'Allemagne est arrivée, par un effort longuement soutenu, à compter, dans la seule Amérique latine 570 écoles, il serait lamentable de nous laisser dépasser par nos rivaux. Nos intérêts les plus précieux sont en jeu : c'est pour les défendre que l'Alliance française s'est instituée ; mais il faut qu'on la soutienne, qu'on travaille à côté d'elle ou avec elle, qu'on ne la laisse pas seule soutenir l'effort d'une lutte chaque jour plus pénible et plus âpre.

LA II.

La *Vérité* pleure dans le gilet de la *Croix* et se plaint de la conspiration du silence organisée autour d'eux. Allez donc, après cela, rendre service à des ingrats !

SŒURS DE CHARITÉ

Quand le père et la mère furent morts, on se demanda ce qu'on allait faire des deux jumelles, Rosette et Blanchette, déjà grandes de cinq années, et qui se ressemblaient à les prendre l'une pour l'autre.

Une grand'tante qui était venue de vingt lieues de là à l'enterrement voulut bien se charger de l'une des deux. Elle était grande, bigotte, avec un visage austère et des gestes de télégraphe d'autrefois. Mais l'on disait qu'elle possédait du bien et n'avait pas d'enfants. Elle prit Blanchette.

Une voisine se chargea de Rosette en attendant l'arrivée d'une cousine de Paris, qui accourut dès qu'elle apprit le malheur des enfants, les poches pleines de bonbons et les mains pleines de jouets. Si celle-ci était venue la première, elle aurait certes emmené les deux jumelles.

Était-elle donc si riche ? ma foi, non. Mariée à un employé de chemin de fer, elle exerçait en appartement le métier de modiste. Ils avaient un garçonnet de dix ans, et vivaient au jour le jour, comme de vrais Parisiens qu'ils étaient.

Les deux jumelles casées, on les oublia au pays de leur naissance, d'autant plus que jamais on n'y entendit plus parler d'elles.

Il y avait quinze ans de cela ; le choléra venait de faire en France une de ses terribles apparitions. Il fauchait un peu partout, mais dans la ville de Marseille il décimait la population. On avait tout essayé pour combattre le fléau ; vainement.

Les gens riches s'étaient enfuis ; des commerçants, sacrifiant leur intérêt à la peur, fermaient leurs magasins pour partir. D'autres que le devoir ou la dignité devait attacher à leur poste le quittaient. La terreur, cette épidémie, eût fait la ville déserte s'il n'y était resté des travailleurs dont la vie est attachée au salaire, des pauvres forcément résignés et des courageux qui se trouvent toujours et partout en nombre plus ou moins grand, pour l'honneur de l'humanité.

Ces derniers visitaient les hôpitaux, allaient dans les quartiers populeux, les plus frappés, rassurant les malades, en sauvant quelques-uns par la confiance, montrant à tous une sérénité qui n'était peut-être pas en eux.

Ils organisèrent des fêtes, rouvrirent les théâtres dont la fermeture avait achevé d'épouvanter les trembleurs. Des artistes parisiens furent appelés et répondirent à l'appel. On ne sait pas assez combien il y a parmi ces artistes, dont la vie semble tout au plaisir, de dévouements irrésistibles, d'insouciances qui sont des héroïsmes.

Ce jour-là le chemin de fer emportait vers Marseille deux jeunes gens qui s'étaient enthousiasmés de l'œuvre de sauvetage par la distraction et la gaieté. Tous les deux appartenaient à l'opérette. Ils disaient des folies en wagon pendant le trajet, scandalisant un peu leurs compagnons de route par leurs familiarités et leurs défis à monsieur le choléra qu'ils allaient chasser comme un malvenu.

Ils n'étaient pas frère et sœur, quoiqu'ils eussent été